

Association Sortir du nucléaire Pays nantais

Adresse aux candidat-e-s aux élections législatives de juin 2017 dans le département de Loire-Atlantique.

Madame, Monsieur,

L'association Sortir du nucléaire Pays nantais, soucieuse d'informer la population avant les prochaines élections, réalise auprès des candidat-e-s aux législatives de juin 2017 dans le département de Loire-Atlantique, une enquête dont les résultats seront rendus publics avant ces élections.

Nous vous serions reconnaissant-e-s de bien vouloir envoyer vos réponses à ce questionnaire à l'adresse "sortirdunucleairepaysnantais@laposte.net".

Le nucléaire, est dangereux sous toutes ses formes, et dans toutes ses étapes de fonctionnement même hors délabrement ou accident. Il a été développé en France sans consultation, il nuit à la démocratie et à la santé des populations. Ses conséquences néfastes hypothèquent l'avenir pour des dizaines de générations, et bien au-delà des frontières des pays exploitants, comme nous le démontrent les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima, toujours en cours, et pour longtemps encore.

Le nucléaire est vulnérable:

- vulnérable aux aléas climatiques et phénomènes naturels (sécheresse, inondations, tsunamis, tremblements de terre...),
- vulnérable aux défauts de conception ou de fabrication,
- plus vulnérable encore à travers la course à la rentabilité (à Paluel, c'est avoir choisi l'opérateur moins disant qui a fait tomber le générateur de vapeur, avec un large recours à la sous-traitance, une perte de mémoire, de compétence, un laxisme quant aux règles de sécurité, des erreurs humaines, et d'inquiétants incendies ont concerné de nombreux sites).
- vulnérable enfin aux multiples formes possibles d'attentats.
-

BURE. SITE D'ENFOUISSEMENT DE DECHETS NUCLEAIRES ?

Petit village de 92 habitants à la limite des départements de la Meuse et de la Haute-Marne. L'État et l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) ont ciblé ce secteur en 1994 pour implanter à 500 mètres de profondeur un "laboratoire de recherches", en vue de réaliser CIGÉO (Centre Industriel de stockage GÉOlogique), à proximité et à cette profondeur. Ce site d'enfouissement devrait s'étendre sur 15 km², et recevoir les déchets nucléaires HAVL (Haute Activité à Vie Longue) et MA-VL (Moyenne Activité à Vie Longue).

Les déchets sont le talon d'Achille du nucléaire, accepter l'enfouissement, c'est permettre à cette industrie non de résoudre le problème, mais de le cacher, de la pire façon qui soit (cf. WIPP ...). Le plus irresponsable des chantiers que serait CIGÉO prendrait fin en 2156 ...

Vie Longue = de 300 ans dans le meilleur des cas, à un million d'années ou plus, pour des éléments comme le plutonium 239 !

Outre les centaines d'hectares en surface, nécessaires pour un premier temps de refroidissement des déchets, 5 cheminées de Ø 11.5m devront évacuer l'hydrogène (très explosif), que produiront ces déchets, à 500m sous terre.

En 2005, de longs débats publics, avec des scientifiques en pointe sur le sujet, concluaient qu'il fallait exclure l'enfouissement profond.

Estimez-vous que l'avenir de l'industrie nucléaire et de sa production de déchets radioactifs (1 320 000 m³ officiels en 2010 en France), ainsi que leur gestion, doivent être soumis au débat démocratique?

ONU-TRAITE DE NEGOCIATION D'INTERDICTION DE L'ARME NUCLEAIRE.

Nous ne voulons pas être complices ou victimes potentielles de crimes contre l'humanité.

L'ONU a voté en Assemblée plénière à New York le 23 décembre 2016, la résolution L41, sur l'interdiction de l'arme nucléaire, ce qui correspond à un changement profond de l'attitude de la communauté internationale à l'égard de cet armement. Les États non nucléaires semblent résolus à accentuer leur pression sur les puissances nucléaires, et une commission doit créer des outils contraignants pour mettre en œuvre ce désarmement.

La France s'est, lors des votes en commission et en AG, prononcée contre le processus d'interdiction des armes nucléaires.

Les députés qui sortiront des urnes en juin 2017 doivent représenter leur électorat. Or, d'après un sondage d'Opinion Way réalisé en décembre 2016, la majorité des électeurs invitent à une révision de la position de la France: 7 Français sur 10 considèrent qu'un traité d'interdiction des armes nucléaires sera favorable à la paix et à la sécurité mondiale;

Nous vous demandons en conséquence de vous prononcer clairement sur la position que vous adopterez en cas de vote à l'assemblée :

Suite au vote majoritaire de l'Onu (113 États), vous positionnerez-vous pour mettre en œuvre le désarmement nucléaire de la France ?

REGLEMENTATION CONCERNANT LA SECURITE

Une réglementation concernant la sécurité des équipements sous pression nucléaire était en vigueur depuis le 12 décembre 2005

(<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000021236266>)

Le 30 décembre 2015, le gouvernement français a décidé de saper cette réglementation.

(<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2015/12/30/DEVP1429850A/jo/texte>)

L'article 9 de cet arrêté permet à l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire), d'autoriser par dérogation l'utilisation d'équipements qui ne satisfont pas aux exigences de sécurité telles qu'elles existaient de 2005 à 2015, et **dégage de toute responsabilité l'exploitant comme l'organisme chargé du contrôle**. Ceci concerne l'EPR de Flamanville (cuve du réacteur) et tous les réacteurs devant subir le "grand carénage".

Pouvez-vous concevoir d'exonérer l'industrie nucléaire de sa responsabilité en cas d'accident lié à de telles défaillances ?

Êtes-vous favorable à la mise en arrêt des réacteurs et installations nucléaires non conformes aux exigences de sécurité définies par l'arrêté du 12 déc. 2005 ?

- **LE NUCLEAIRE, DES MILLIONS D'ANNEES, DES MILLIARDS D'EUROS**

EDF accuse 37 milliards d'euros de dette, Areva est en quasi-faillite. En pleine période d'austérité budgétaire, l'État compte pourtant renflouer ces entreprises à hauteur de 7 milliards d'euros !

Le bon sens exigerait de tourner la page du nucléaire. Mais le gouvernement actuel, qui semble prisonnier de cette industrie autant qu'il la soutient, persiste à vouloir mener à bien quatre projets délirants, aussi dispendieux que dangereux :

- Le **rafistolage** nommé grand carénage qui doit permettre de prolonger l'exploitation des vieux réacteurs ; facture évaluée **entre 100 et 250 milliards €**
- La construction du réacteur **EPR** de Flamanville, pour un coût de **10,5 milliards €**
- La construction de **CIGEO** (centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure), pour **au moins 35 milliards €**
- L'entretien et la "modernisation" de l'arsenal nucléaire français, pour un coût de **3,87 milliards €** en 2017.

Accepterez-vous que des milliards d'euros soient engloutis dans ces puits sans fond, qui interdisent une véritable transition énergétique ? Ou vous engagerez-vous pour que la France tourne la page du nucléaire civil et militaire ?

L'association SDNPN vous remercie de vos réponses à ces questions essentielles.